

Rapport de gestion

Le 7 mai 2012

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats opérationnels et à la situation financière de Yellow Média inc. (ou la Société) et de ses filiales pour le trimestre clos le 31 mars 2012. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, ainsi qu'à nos états financiers résumés intermédiaires non audités et aux notes annexes de la période close le 31 mars 2012. Les rapports trimestriels, le rapport annuel et les informations supplémentaires figurent à la section « Rapports financiers » du site Web de la Société, à l'adresse www.ypg.com. Pour obtenir de plus amples renseignements, notamment notre notice annuelle, veuillez visiter le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », le « Fonds » et « GPJ » désignent Yellow Média inc. et ses filiales (notamment Groupe Pages Jaunes Cie, Canpages Inc., Wall2Wall Media Inc. (« Wall2Wall »), YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Group, LLC, [ces deux derniers étant collectivement appelés YPG (États-Unis)]. Les résultats de ces entités sont présentés selon le secteur « Annuaire », qui se rapporte à nos activités liées aux annuaires imprimés et en ligne ainsi qu'à nos solutions marketing de performance, et aux publications sur l'immobilier.

Information prospective

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et dont nous classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement. Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats opérationnels et des activités de GPJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

Les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables, éventuellement employés au futur ou au conditionnel. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement opérationnel à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer considérablement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives, y compris les facteurs mentionnés aux rubriques « Concurrence », « Diminution des produits tirés des médias imprimés », « La disponibilité du capital est tributaire du rendement opérationnel futur des activités de la Société et de sa capacité à refinancer sa dette », « L'importance de la dette de la Société pourrait nuire à sa santé financière et les efforts de la Société en vue de refinancer ou de réduire sa dette pourraient être infructueux », « Les récentes révisions à la baisse des cotes de solvabilité de Yellow Média pourraient entraîner une augmentation de ses coûts d'emprunt », « Il n'est pas prévu que des dividendes soient versés à l'égard de nos actions ordinaires et de nos actions privilégiées dans un avenir prévisible », « Fluctuation des taux d'intérêt », « Cotisations aux régimes de retraite », « Dépendance de GPJ à l'égard de l'impartition pour la facturation, le recouvrement, l'impression, la reliure et d'autres services », « Dépendance envers les marques de produits et marques de commerce clés et incapacité de protéger les droits de propriété intellectuelle », « Relations de travail », « Questions d'ordre fiscal », « Pertes de valeur », « Récents acquisitions d'entreprises », « Progrès dans les technologies des communications », « Dépendance envers le personnel clé », « Prix », « Récession prolongée dans les marchés principaux », « Clauses restrictives relativement à la dette de la Société », « Ventes d'annonces à des comptes nationaux », « Dépendances envers les moteurs de recherche et les portails », « Dépendance envers la technologie », « Réglementation » et « Conformité aux règles environnementales » de la rubrique « Risques et incertitudes ». D'autres risques et incertitudes dont la direction n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle ne juge pas importants pour l'instant pourraient également avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière ou le rendement de la Société. Bien que les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion soient fondées sur des hypothèses que la direction de la Société estime raisonnables, la Société ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels seront conformes aux déclarations prospectives et avise les lecteurs qu'il ne faut pas s'y fier indûment. Ces déclarations prospectives sont présentées à la date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)

Nous faisons état de notre BAIIA (bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition, frais de restructuration et charges spéciales). Le BAIIA n'est pas une mesure du rendement définie par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il n'est pas considéré comme un substitut (de la perte opérationnelle) du bénéfice opérationnel ou (de la perte nette) du bénéfice net pour mesurer le rendement de GPJ. La définition du BAIIA n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, des dépenses d'investissement, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, éléments qui sont présentés à la page 15 de ce rapport de gestion.

Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies (bénéfice ajusté)

Le bénéfice ajusté est une mesure non définie par les IFRS. Il se définit comme (la perte nette) le bénéfice net lié(e) aux activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles attribuables aux actionnaires, les charges financières hors trésorerie, l'impôt sur le résultat et les éléments non récurrents, comme les frais connexes à l'acquisition, la dépréciation du goodwill et le profit sur placement. Le bénéfice ajusté se définit comme un indicateur du rendement financier. Il ne doit pas être considéré comme une mesure de la liquidité ni comme substitut des mesures comparables établies conformément aux IFRS. Le bénéfice ajusté est utilisé par les investisseurs, la direction et d'autres parties prenantes pour évaluer le rendement continu de GPJ. Le bénéfice ajusté peut différer de calculs similaires présentés par d'autres entreprises et ne devrait pas être considéré comme une mesure comparable. Pour un rapprochement avec les IFRS, veuillez vous reporter à la section 4, « Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies », du présent rapport de gestion.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur du rendement financier. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Les flux de trésorerie disponibles s'entendent des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles provenant des activités poursuivies, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte des dépenses d'investissement.

Dividendes par action ordinaire

Nous présentons les dividendes par action ordinaire, parce qu'il s'agit d'une mesure du rendement utilisée par les investisseurs. Le 28 septembre 2011, la Société a annoncé l'élimination des dividendes sur ses actions ordinaires. Se reporter à la section 4, « Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies », du présent rapport de gestion.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats

Yellow Média inc. est un chef de file du secteur du numérique qui offre des solutions médias et marketing aux petites et aux moyennes entreprises (PME) partout au Canada. Grâce à Mediative, fournisseur de publicité numérique et de solutions marketing à l'intention des agences et des annonceurs à l'échelle nationale, Yellow Média inc. est aussi un chef de file au pays dans le domaine de la publicité numérique. Pour consulter l'information sur nos activités, notre mission, notre stratégie et notre capacité à produire des résultats, se reporter aux sections correspondantes du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre rendement financier pour le premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de 2011. Il convient de noter qu'afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement, nous avons recours à plusieurs mesures, dont certaines ne sont pas reconnues par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 2 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants dont il faut tenir compte lors de l'analyse de notre rendement.

Rendement global

- Les produits ont diminué de 60,3 M\$, ou 17,3 %, par rapport au premier trimestre de 2011, pour atteindre 289,1 M\$. Si l'on exclut les résultats de Canpages, LesPAC et YPG (États-Unis), les produits ont diminué de 13,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et frais connexes à l'acquisition (BAIIA) a diminué de 44 M\$, ou 23,2 %, par rapport au premier trimestre de 2011, pour se chiffrer à 146 M\$. Si l'on exclut les résultats de Canpages, LesPAC et YPG (États-Unis), le BAIIA a diminué de 21,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du trimestre, une charge pour dépréciation du goodwill de 2,968 G\$ a été comptabilisée.

Faits saillants^{1, 2, 3}

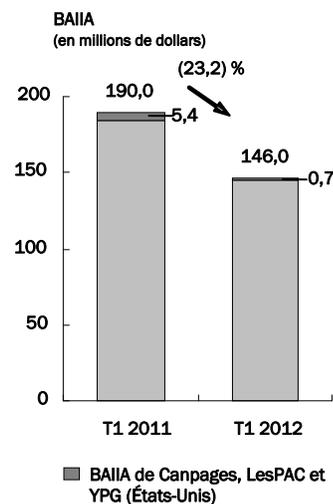
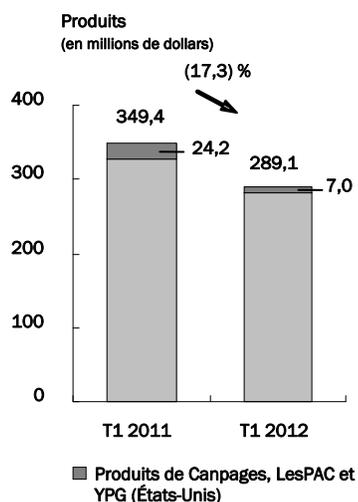
(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2012	2011
Produits	289 073 \$	349 372 \$
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et frais connexes à l'acquisition (BAIIA)	146 017 \$	190 035 \$
Perte nette	(2 869 252) \$	(34 589) \$
(Perte) bénéfice de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires		
Lié(e) aux activités poursuivies	(5,61) \$	0,13 \$
Total	(5,61) \$	(0,08) \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies	22 407 \$	111 701 \$
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies ³	14 223 \$	99 844 \$

¹ Le 25 mars 2011, Yellow Média inc. a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de son secteur Médias verticaux. Par conséquent, les résultats du secteur Médias verticaux sont présentés à titre d'activités abandonnées. La transaction a été conclue le 28 juillet 2011.

² Nous avons également cédé LesPAC le 14 novembre 2011. Par conséquent, les résultats de LesPAC sont inclus dans les données de 2011 jusqu'à la date de son désinvestissement.

³ Se reporter à la section 4 pour un rapprochement des flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies.



Rendement par rapport à la stratégie de l'entreprise

Mettre en œuvre notre stratégie de vente Solution 360° Pages Jaunes

Solution 360° Pages Jaunes constitue une proposition de valeur unique et un élément clé de notre transformation numérique. Elle permet aux annonceurs d'obtenir une visibilité sans précédent grâce aux produits en ligne, mobiles et imprimés, ainsi qu'un accès à divers services, comme le développement de sites Web, le marketing par moteur de recherche, l'optimisation des moteurs de recherche et Yellow Analytics. Au 31 mars 2012, la pénétration de notre Solution 360°, que nous définissons comme l'abonnement à au moins trois catégories de produits, s'est établie à 7,9 % au sein de notre clientèle d'annonceurs, comparativement à 1,9 % à la fin de la période correspondante de l'exercice précédent et à une cible de 10 % pour 2012. En outre, depuis le lancement de notre Solution 360° Pages Jaunes, nous sommes devenus l'un des principaux fournisseurs de sites Web du Canada avec environ 12 600 sites web vendus à des PME, comparativement à environ 11 000 sites web à la fin de l'exercice précédent.

Même si la pénétration de la Solution 360° progresse plus rapidement que selon les prévisions, il est trop tôt pour évaluer son incidence globale. Les produits continuent de subir l'incidence des défis liés à la migration de nos produits en ligne traditionnels ainsi qu'à la pression qu'exerce sur les produits la diminution des dépenses de publicité de nos gros annonceurs, pour lesquels nous développons un nouveau portefeuille de produits et de services.

Fournir une valeur supérieure à nos clients

Notre objectif premier consiste à répondre aux besoins de nos annonceurs de façon à leur permettre de gérer leurs affaires et d'en assurer l'expansion. En 2012, nous avons l'intention de continuer de nous affaier à leur fournir une proposition de valeur supérieure en élargissant notre portefeuille de produits afin de répondre aux besoins des gros annonceurs, en augmentant le nombre d'occasions d'affaires numériques pour les annonceurs et en démontrant notre valeur grâce à Yellow Analytics.

Au cours du premier trimestre de 2012, nous avons établi un processus de gestion des comptes que nous identifions comme hautement prioritaires afin d'assurer une approche stratégique en matière de gestion des relations avec la clientèle. Ce programme a pour but d'atténuer le risque de diminution des produits et d'optimiser la croissance des produits provenant des gros annonceurs grâce à un modèle de service distinct. Une méthode complète d'établissement de profils a été mise en œuvre afin d'orienter l'évaluation des besoins et des occasions associés aux comptes. L'établissement de profils comprend une étude des résultats, des audits de sites Web et du classement concurrentiel de Yellow Analytics, une estimation sur le marketing par moteur de recherche ainsi qu'une étude sur les médias sociaux et Google Adresses. Une fois terminé l'établissement des profils, le représentant de commerce, le directeur commercial et le conseiller en marketing de performance déterminent la stratégie de vente à adopter.

Au cours du trimestre, nous avons également élargi notre groupe de vente Platine, qui s'adresse aux gros annonceurs, et nous avons mis en œuvre un service de soutien consacré au processus de gestion des comptes que nous identifions comme hautement prioritaires. Une équipe de gestion des comptes sera responsable de la gestion des services d'exécution des commandes et de présentation d'information, ainsi que du service après-vente. Cette équipe se composera d'un groupe interfonctionnel responsable de la production, de la gestion du contenu, de la conception graphique, de l'assurance-qualité, de la communication des résultats et du service à la clientèle.

Être à la tête de la transformation de notre secteur d'activité

Nous avons entrepris une profonde transformation de notre société, abandonnant un modèle axé sur l'imprimé pour adopter celui d'un fournisseur chef de file de médias de performance et de solutions marketing; bien qu'il soit encore tôt pour tirer des conclusions, les progrès réalisés sont encourageants.

Le 27 avril 2012, nous avons reçu deux prix d'excellence Or de la Local Search Association pour notre produit de placement novateur pour la recherche mobile locale et notre outil d'évaluation en ligne ProfilMarché^{MC}. Lancé en juillet 2011, le produit de placement pour la recherche locale constitue la première incursion de GPJ dans la publicité sur appareils mobiles. Ce produit place les petites entreprises locales en tête de liste des résultats de recherche mobile sur leurs produits ou services. Six mois après le lancement du produit, plus de 13 000 PME canadiennes avaient investi dans le placement sur téléphonie cellulaire et acheté 19 000 unités publicitaires.

Expérience en ligne – Le réseau de sites de GPJ a atteint plus de 8 millions de visiteurs uniques non dupliqués au premier trimestre de 2012, soit 33 % de la population en ligne au Canada, comparativement à environ 9 millions de visiteurs, soit environ 35 % de la population en ligne pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nous continuons de mettre l'accent sur l'amélioration de l'expérience des utilisateurs sur nos médias en ligne. Au premier trimestre de 2012, nous avons surtout axé nos efforts sur l'optimisation de notre moteur de recherche et de la capacité de pj.ca afin d'assurer une indexation accrue sur les moteurs de recherche. Afin d'accroître l'utilisation de nos médias, nous miserons sur un contenu plus riche en produits et services de commerçants locaux, ce qui accroît l'engagement des utilisateurs de nos services en ligne et mobile, et se traduit en bout de ligne par une augmentation du nombre de clients potentiels pour nos annonceurs.

YellowAPI.com – Au cours du premier trimestre de 2012, nous avons augmenté le nombre d’occasions d’affaires numériques pour les annonceurs grâce au lancement du site Web YellowAPI.com dont la présentation a été remaniée en fonction de l’interface de programmation d’applications publiques de la Société. Depuis son lancement vers la fin de 2010, ce site Web témoigne de la position de chef de file de GPJ dans le secteur du numérique, et il est reconnu au sein de ce secteur. Plus de 1 700 développeurs de logiciels ont adhéré à YellowAPI.com afin de développer de nouvelles applications numériques au moyen de la banque de données de GPJ, la plus importante au Canada, qui comporte 1,5 million d’adresses commerciales.

Services de recherche mobile – Notre transformation est axée sur l’amélioration continue de l’expérience et de l’engagement des utilisateurs des services de recherche mobile afin de procurer une valeur ajoutée à nos annonceurs. Nos applications de recherche mobile ont été téléchargées 4,1¹ millions de fois, comparativement à 3,7 millions de fois à la fin de l’exercice clos le 31 décembre 2011.

Mediative – Mediative est l’une des plus importantes entreprises intégrées de publicité et de marketing numérique au Canada. Mediative a une riche expérience dans le développement de solutions de marketing uniques et innovantes pour les entreprises nationales. Mediative, qui exploite plus de 12 réseaux verticaux axés sur les styles de vie et les comportements, reçoit environ 15 millions de visiteurs uniques par mois. Mediative apparie les annonceurs et les sites Web liés à des marques de première qualité en ligne. Au cours du premier trimestre de 2012, trois nouveaux annonceurs se sont joints au réseau publicitaire de Mediative, faisant de cette dernière le partenaire principal en matière de ventes de médias en ligne dans le secteur de la santé et de l’alimentation.

À mesure que notre secteur continue d’évoluer et de s’adapter à la nouvelle réalité du numérique, notre objectif consistera à continuer d’offrir une proposition de valeur convaincante pour favoriser la réussite de nos annonceurs actuels et futurs dans cet univers numérique complexe.

¹ Total cumulé des téléchargements de toutes les sources où les applications de GPJ sont disponibles.

Résultats opérationnels et financiers consolidés

Résultats consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2012	2011
Produits	289 073 \$	349 372 \$
Coûts opérationnels	143 056	159 337
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et frais connexes à l'acquisition	146 017	190 035
Amortissements	30 081	52 368
Dépréciation du goodwill	2 967 847	–
Frais connexes à l'acquisition	–	803
(Perte opérationnelle) bénéfice opérationnel	(2 851 911)	136 864
Charges financières, montant net	32 125	47 142
(Perte) bénéfice avant dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2, impôt sur le résultat et (bénéfices) pertes lié(e)s aux participations dans des entreprises associées	(2 884 036)	89 722
Dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2	4 563	5 132
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat et (bénéfices) pertes lié(e)s aux participations dans des entreprises associées	(2 888 599)	84 590
(Économie) charge d'impôt	(17 735)	6 601
(Bénéfices) pertes lié(e)s aux participations dans des entreprises associées	(1 612)	7 536
(Perte nette) bénéfice net lié(e) aux activités poursuivies	(2 869 252)	70 453
Perte nette liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt sur le résultat	–	(105 042)
Perte nette	(2 869 252) \$	(34 589) \$
(Perte) bénéfice de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires		
Lié(e) aux activités poursuivies	(5,61) \$	0,13 \$
Total	(5,61) \$	(0,08) \$
(Perte) bénéfice dilué(e) par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires		
Lié(e) aux activités poursuivies	(5,61) \$	0,11 \$
Total	(5,61) \$	(0,04) \$
Total de l'actif	2 291 427 \$	9 048 311 \$
Dettes à long terme	1 405 651 \$	1 908 679 \$
Instruments échangeables et convertibles	184 758 \$	251 205 \$
Actions privilégiées de séries 1 et 2 (tranche à long terme)	149 266 \$	447 207 \$

Analyse des résultats opérationnels et financiers consolidés

Les comptes consolidés de résultat de Yellow Média inc. présentent les résultats du secteur Annuaire jusqu'au poste intitulé « (Perte nette) bénéfice net lié(e) aux activités poursuivies » étant donné que les résultats des activités de Trader dans les médias imprimés et en ligne pour les secteurs de l'automobile et des articles d'usage courant sont présentés à titre d'activités abandonnées.

Produits

Au cours du premier trimestre de 2012, les produits ont diminué pour se chiffrer à 289,1 M\$, contre 349,4 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. À l'interne, les produits ont diminué de 13,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des produits au cours du trimestre clos le 31 mars 2012 est imputable à la baisse des produits provenant des médias imprimés, en particulier au sein des marchés urbains, où les produits ont connu un recul beaucoup plus important qu'au sein des marchés ruraux. Nous avons dégagé de nouvelles tendances indiquant que le recul des produits tirés des médias imprimés sera plus marqué et durable qu'il avait été prévu. Au 31 mars 2012, le nombre d'annonceurs, à l'exclusion de Canpages, s'établissait à 333 000, comparativement à 358 000 au 31 mars 2011, ce qui correspond à une baisse de 7 %. Les renouvellements de la part des annonceurs ont légèrement reculé, s'établissant à 87 % au 31 mars 2012, comparativement à 88 % au 31 mars 2011. Au cours des douze derniers mois, GPJ a attiré environ 23 000 nouveaux annonceurs. Les produits moyens par annonceur ont diminué légèrement pour s'établir à 3 400 \$ au premier trimestre de 2012, par rapport à 3 500 \$ à la période correspondante de 2011. La diminution des produits moyens par annonceur découle de la pression qu'exerce sur les produits la diminution des dépenses de publicité de nos gros annonceurs, et nous devons ajuster notre portefeuille de produits et de services numériques afin de répondre à leurs besoins en matière de publicité. Au 31 mars 2012, les unités génératrices de produits¹ par annonceur ont légèrement diminué, pour s'établir à 1,69, comparativement à 1,70 à la même période l'an dernier.

Au 31 mars 2012, excluant Canpages, la proportion d'annonceurs ayant choisi d'annoncer à la fois dans les annuaires imprimés et en ligne était de 62,5 % pour tout le Canada, par rapport à 65,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. À la fin du premier trimestre de 2012, le nombre d'annonceurs recourant exclusivement aux médias en ligne s'est établi à 14 825, comparativement à 7 650 au 31 mars 2011.

Les produits tirés des activités en ligne se sont élevés à 85,9 M\$ au premier trimestre de 2012, soit une croissance de 3,2 %. À l'interne, si l'on exclut l'incidence des activités de Canpages, du désinvestissement de LesPAC et YPG (États-Unis), les produits tirés des activités en ligne ont augmenté de 7,8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice traditionnel. Les annonceurs en ligne, qui achetaient auparavant nos produits en ligne traditionnels, n'adoptent pas nos nouveaux produits aussi rapidement que nous le prévoyions. Ainsi, la croissance des produits tirés des activités en ligne sera plus lente que nous l'avions prévu. Notre réseau de sites Web a attiré en moyenne 8,4 millions de visiteurs uniques non dupliqués² au cours du premier trimestre de 2012, ce qui représente 33 %² des internautes au Canada.

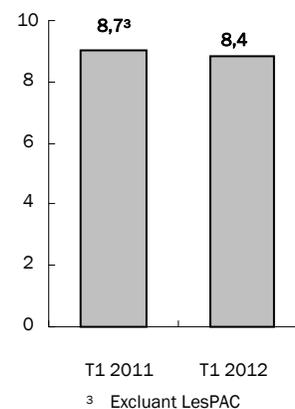
La croissance des produits tirés des activités en ligne ne devrait pas compenser le repli des résultats de nos produits imprimés traditionnels à court terme. Par conséquent, nous continuons à nous concentrer sur l'amélioration du positionnement de nos plateformes en investissant dans le lancement de nouveaux produits à l'intention de nos gros annonceurs, en mettant en œuvre notre stratégie liée à la Solution 360° Pages Jaunes et en optimisant la couverture de notre marché.

BAIIA

Le BAIIA a diminué de 44 M\$ pour s'établir à 146 M\$ au premier trimestre de 2012, alors qu'il s'était chiffré à 190 M\$ au même trimestre en 2011. Bien que nos nouveaux produits de placement en ligne nous aient permis de dégager des marges semblables à celles qu'obtiennent nos produits imprimés sur nos marchés locaux, la baisse des produits tirés des médias imprimés a entraîné la baisse du BAIIA consolidé, puisque nos nouveaux produits en ligne ne compensent pas cette perte de produits tirés des médias imprimés. Notre marge sur BAIIA pour le premier trimestre de 2012 s'est établie à 50,5 %, comparativement à 54,4 % pour le trimestre correspondant de 2011.

Le coût des produits vendus a diminué de 12,7 M\$ pour s'établir à 84,8 M\$ au premier trimestre de 2012, contre 97,5 M\$ en 2011. La diminution pour le trimestre clos le 31 mars 2012 découle de la diminution des coûts de fabrication associée à la baisse des produits tirés des produits imprimés.

Utilisation des annuaires en ligne
(en millions)



¹ Les unités génératrices de produits déterminent le nombre de groupes de produits choisis par les annonceurs.

² Source : comScore Media Metrix Canada.

Au premier trimestre de 2012, la marge brute a diminué pour s'établir à 70,7 %, comparativement à 72,1 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par la diminution des produits tirés des produits imprimés et par des marges plus faibles en ce qui a trait à notre division Mediative, compte tenu des commissions aux éditeurs associées à ce modèle d'affaires.

Les frais généraux et d'administration ont diminué de 3,5 M\$ pour s'établir à 58,3 M\$ au premier trimestre de 2012, contre 61,8 M\$ à la période correspondante de 2011, résultat qui tient principalement à la diminution des créances irrécouvrables.

Amortissements

La dotation aux amortissements a diminué pour se chiffrer à 30,1 M\$ au premier trimestre de 2012, alors qu'elle s'était établie à 52,4 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 mars 2012 est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canpages en 2010. Ces immobilisations incorporelles ont donné lieu à une hausse de la charge d'amortissement en 2011.

Dépréciation du goodwill

Au cours du trimestre, nous avons constaté un changement dans les tendances en matière de produits, et ce changement s'est répercuté sur nos projections à long terme. Plus précisément, nous estimons maintenant que la croissance des produits tirés des activités en ligne sera plus modeste que nous l'avions prévu, et que le recul des produits tirés des médias imprimés sera plus rapide et plus marqué que nous l'avions prévu. Ces tendances sont très différentes de nos estimations antérieures de 2011.

À la fin de 2011, le conseil d'administration (le conseil) a mis sur pied un comité formé d'administrateurs indépendants qui agira à titre de comité de financement du conseil (le comité de financement) afin d'évaluer les possibilités de refinancer les dettes arrivant à échéance en 2012 et par la suite. Dans le contexte de l'examen de ces possibilités, le comité de financement a demandé à la direction d'étudier son plan d'affaires actuel. Un plan quinquennal à jour a été élaboré en fonction de nos évaluations les plus récentes des tendances mentionnées ci-dessus, de l'incidence de ces tendances sur les projections à long terme et des exigences minimales de la Société en matière de liquidités.

Le 9 avril 2012, AT&T a annoncé qu'elle avait décidé de vendre à Cerberus Capital Management une participation de 53 % dans sa filiale des pages jaunes. La vente par AT&T d'une division exerçant des activités dans le même secteur que Yellow Média inc. pour un prix de vente considérablement moins élevé que notre valeur d'entreprise estimée constitue également un indicateur pris en compte dans la réévaluation de notre valeur globale en fonction de l'incidence de la volatilité des affaires sur nos projections à long terme. Cette transaction met en lumière les défis et les risques d'exécution associés à notre entreprise et au secteur dans lequel nous exerçons nos activités, tandis que nous tentons de passer d'une entreprise axée sur les médias imprimés à une société axée sur les médias numériques.

Compte tenu de ces sources d'information internes et externes, la direction a conclu qu'il existait des indicateurs de dépréciation des actifs de la Société nécessitant un test de dépréciation. Par suite de ce test, nous avons comptabilisé une charge de 2,968 G\$ relativement à la dépréciation du goodwill pour le premier trimestre de 2012. La charge pour perte de valeur n'a pas d'incidence sur les activités de la Société, ses liquidités, ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, ses ententes conclues avec des banques, ni ses actes relatifs aux billets.

Frais connexes à l'acquisition

Au cours du trimestre, nous n'avons pas engagé de frais connexes à l'acquisition. Au cours du premier trimestre de 2011, nous avons engagé des coûts de 0,8 M\$ relativement aux acquisitions réalisées en 2010.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 15 M\$, pour s'établir à 32,1 M\$ au premier trimestre de 2012. Cette diminution s'explique surtout par une charge liée aux dérivés engagée en 2011 dans le cadre du règlement d'un swap sur rendement total. La diminution découle également de la baisse du niveau d'endettement découlant des activités de rachat de billets à moyen terme et du remboursement du papier commercial en 2011. L'incidence positive de la diminution des niveaux d'endettement sur la charge d'intérêts a été en partie contrebalancée par la hausse des coûts d'emprunt découlant de l'abaissement de notre cote de solvabilité. Au 31 mars 2012, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'est établi à 6,2 %, comparativement à 5,4 % au 31 mars 2011.

Dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2

Les dividendes sur les deux séries d'actions privilégiées rachetables se sont élevés à 4,6 M\$ au cours du premier trimestre, comparativement à 5,1 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 mars 2012 découle de la diminution du nombre d'actions privilégiées découlant de rachats d'actions dans le cadre d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités en 2011.

Comme nous l'annonçons le 9 février 2012, la Société a interrompu le paiement de dividendes sur les actions privilégiées de séries 1 et 2. En raison de la nature des instruments sous-jacents, la Société continuera de comptabiliser les dividendes impayés sur les actions privilégiées de séries 1 et 2. Se reporter à la note 7 des états financiers.

Provision pour impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,2 % et à 27,9 % pour les trimestres clos les 31 mars 2012 et 2011, respectivement. La Société a inscrit une économie de 0,6 % au titre de la perte et une charge d'impôt de 7,8 % sur le bénéfice pour les trimestres clos les 31 mars 2012 et 2011, respectivement. La dépréciation du goodwill comptabilisée en 2012 n'est pas entièrement déductible aux fins de l'impôt. N'eut été de cet élément, le taux d'imposition effectif en 2012 aurait été conforme aux taux prévus par la loi.

(Bénéfices) pertes lié(e)s aux participations dans des entreprises associées

Au premier trimestre de 2012, nous avons comptabilisé un bénéfice lié à nos participations dans 411.ca et Acquisio, lequel s'élève à 1,6 M\$, comparativement à une perte de 7,5 M\$ principalement liée à notre participation dans Ziplocal pour la période correspondante de l'exercice précédent. Aucune perte découlant de notre participation dans Ziplocal n'a été comptabilisée en 2012, car cette participation a été radiée au deuxième trimestre de 2011. Depuis le 1^{er} janvier 2012, nous ne comptabilisons plus notre participation dans Acquisio selon la méthode de la mise en équivalence, et nous avons comptabilisé un profit de 2,1 M\$ au premier trimestre de 2012 par suite de la réévaluation de cette participation. Les (bénéfices) pertes lié(e)s aux participations dans des entreprises associées comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles relatif à ces placements dans des entreprises associées.

Perte liée aux activités abandonnées

Le 25 mars 2011, Yellow Média inc. a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de la Société Trader. La transaction a été conclue le 28 juillet 2011. Les entreprises des secteurs de l'immobilier, de l'emploi et LesPAC.com ne faisaient pas partie du désinvestissement. La Société a vendu les actifs de LesPAC.com le 14 novembre 2011. Les entreprises des secteurs de l'immobilier et de l'emploi continuent d'être détenues et gérées par Yellow Média inc. Nous avons donc reclassé les résultats des médias verticaux des secteurs de l'automobile et des articles d'usage courant dans les activités abandonnées.

Les résultats des activités abandonnées liées aux activités des secteurs de l'automobile et des articles d'usage courant comprennent des produits de 60,6 M\$ pour le premier trimestre de 2011.

Le BAIIA lié aux activités des secteurs de l'automobile et des articles d'usage courant s'est établi à 16 M\$ pour le premier trimestre de 2011. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 105 M\$ pour le premier trimestre de 2011. Ce montant comprend une perte à la cession de 105,6 M\$ (déduction faite de l'impôt sur le résultat), ce qui représente la différence entre la juste valeur, déduction faite des coûts liés à la vente, et la valeur comptable de l'actif net vendu.

Perte nette

Au premier trimestre de 2012, la perte nette a augmenté de 2 834,7 M\$ pour s'établir à 2 869,3 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour la période s'explique principalement par la dépréciation du goodwill pour laquelle une analyse est présentée ci-dessus.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions)

	2012			2011			2010		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
Produits	289 073 \$	313 315 \$	323 441 \$	342 738 \$	349 372 \$	345 378 \$	355 949 \$	360 118 \$	
Coûts opérationnels	143 056	166 117	157 443	166 262	159 337	184 043	162 726	156 140	
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)	146 017	147 198	165 998	176 476	190 035	161 335	193 223	203 978	
Marge sur BAIIA	50,5 %	47 %	51,3 %	51,5 %	54,4 %	46,7 %	54,3 %	56,6 %	
Amortissements	30 081	23 003	37 800	47 735	52 368	76 269	48 349	31 269	
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	2 967 847	—	2 900 000	—	—	—	—	—	
Frais connexes à l'acquisition	—	210	497	6 233	803	5 066	1 960	19 934	
Frais de restructuration et charges spéciales	—	14 254	—	11 888	—	6 229	16 185	8 977	
(Perte opérationnelle) Bénéfice opérationnel	(2 851 911)	109 731	(2 772 299)	110 620	136 864	73 771	126 729	143 798	
(Perte nette) bénéfice net	(2 869 252)	45 292	(2 825 452)	(14 250)	(34 589)	(14 694)	64 999	51 982	
(Perte) bénéfice de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires lié(e) aux activités poursuivies	(5,61) \$	0,08 \$	(5,52) \$	(0,05) \$	0,13 \$	(0,03) \$	0,12 \$	0,09 \$	
(Perte) bénéfice dilué(e) par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires lié(e) aux activités poursuivies	(5,61) \$	0,03 \$	(5,52) \$	(0,05) \$	0,11 \$	(0,03) \$	0,10 \$	0,09 \$	

Les produits ont diminué d'un trimestre à l'autre en 2010 et en 2011 et au cours du premier trimestre de 2012, en raison de la pression continue exercée sur nos produits imprimés. Au premier trimestre de 2011, les produits ont augmenté en raison du caractère saisonnier associé à la publication des annuaires de Canpages.

Notre marge sur BAIIA a diminué progressivement de trimestre en trimestre, traduisant la baisse des produits provenant des médias imprimés et la diminution des marges liées à Canpages et Mediative, acquises en 2010. Au quatrième trimestre de 2010, notre marge sur BAIIA a fléchi en raison des coûts liés à la conversion et à la création d'une nouvelle image de la marque découlant de notre conversion en une société par actions. Au quatrième trimestre de 2011, nous avons engagé une charge non récurrente d'environ 6 M\$ en raison d'un avis de cotisation pour la taxe de vente.

Les réorganisations internes et les initiatives de contrôle des coûts ont donné lieu à des frais de restructuration et à des charges spéciales qui ont eu une incidence sur certains de nos résultats trimestriels en 2010 et en 2011. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canpages a eu une incidence sur le bénéfice net au deuxième semestre de 2010 et en 2011. Le bénéfice net de l'ensemble de l'exercice 2010 a subi l'incidence des coûts liés à la conversion et à la création d'une nouvelle image de la marque découlant de notre conversion de fiducie de revenu en société par actions ainsi que des frais connexes à l'acquisition, plus particulièrement au quatrième trimestre de 2010. Nous avons inscrit une perte découlant de la cession de la Société Trader et une dépréciation de notre participation dans Ziplocal au premier et au deuxième trimestres de 2011, respectivement. Enfin, pendant le troisième trimestre de 2011 et le premier trimestre de 2012, nous avons comptabilisé une charge de 2,9 G\$ et de 2,968 G\$, respectivement, relativement à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris sa dette et son portefeuille d'actions privilégiées.

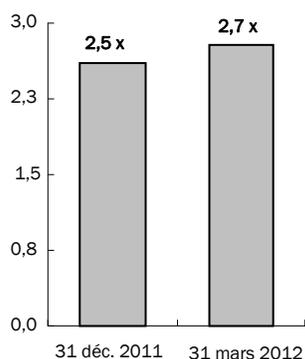
Situation financière

Structure du capital

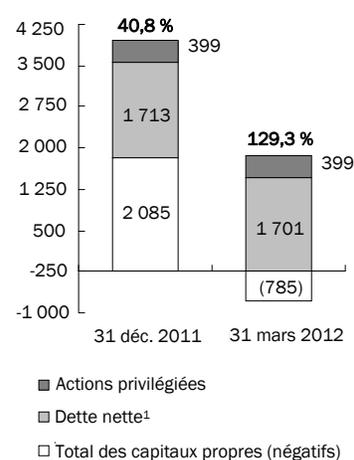
(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 mars 2012	Au 31 décembre 2011
Trésorerie	310 148 \$	84 186 \$
Billets à moyen terme	1 404 094	1 404 083
Facilités de crédit	419 000	205 000
Obligations en vertu de contrats de location-financement	3 591	4 148
Dette nette (déduction faite de la trésorerie)	1 516 537 \$	1 529 045 \$
Instruments convertibles	184 758	184 214
Actions privilégiées de séries 1 et 2	399 335	398 886
Capitaux propres (négatifs) attribuables aux actionnaires	(785 301)	2 084 225
Participations ne donnant pas le contrôle	789	802
Capitalisation totale	1 316 118 \$	4 197 172 \$
Ratio de la dette nette ¹ sur la capitalisation totale	129,3 %	40,8 %

Ratio de la dette nette¹ sur le BAIIA des douze derniers mois²



Structure du capital
(en millions de dollars)



Au 31 mars 2012, la dette nette de Yellow Média inc. se chiffrait à environ 1,5 G\$, ou à 2,1 G\$ compte tenu des actions privilégiées de séries 1 et 2 et des instruments convertibles. Le ratio de la dette nette¹ sur le BAIIA des douze derniers mois² s'établissait à 2,7 fois au 31 mars 2012. Le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale s'élevait à 129,3 % au 31 mars 2012, comparativement à 40,8 % au 31 décembre 2011. La variation s'explique par la dépréciation du goodwill de 2,968 G\$ comptabilisée au cours du trimestre.

¹ La dette nette comprend les débetures convertibles.

² Bénéfice opérationnel des douze derniers mois avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et frais de restructuration et charges spéciales, compte tenu des désinvestissements (le BAIIA des douze derniers mois). Le BAIIA des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 2 pour obtenir une définition du BAIIA.

Billets à moyen terme

En vertu de son programme de billets à moyen terme, des billets de Yellow Média inc. d'un montant total de 1,4 G\$, qui viennent à échéance à diverses dates allant de 2013 à 2036, étaient en circulation au 31 mars 2012.

Facilités de crédit

Au 7 mai 2012, Yellow Média inc. disposait d'une facilité de crédit de premier rang non garantie composée des éléments suivants :

- une tranche renouvelable de 250 M\$ venant à échéance en février 2013;
- une tranche non renouvelable de 155 M\$ venant à échéance en février 2013.

Le 28 septembre 2011, Yellow Média inc. a annoncé la modification de sa facilité de crédit de premier rang non garantie. Parallèlement, la Société a remboursé un montant total de 500 M\$ sur sa dette bancaire. La facilité de crédit modifiée n'est pas garantie et porte intérêt aux taux des acceptations bancaires majorés d'un écart de 3,5 %, ou au taux préférentiel majoré d'un écart de 2,5 %.

Yellow Média inc. est tenue d'effectuer des remboursements trimestriels de 25 M\$ sur le solde impayé de la tranche non renouvelable de la facilité de crédit, de janvier 2012 jusqu'en janvier 2013. La Société a effectué le premier remboursement obligatoire de 25 M\$ en janvier 2012, et elle a effectué un second remboursement trimestriel obligatoire en avril 2012.

La facilité ne peut être renouvelée une fois remboursée. La date d'échéance pour le remboursement du solde impayé des emprunts en vertu de la facilité de crédit demeure le 18 février 2013.

En vertu de la facilité modifiée, Yellow Média inc. doit maintenir un ratio de la dette totale consolidée sur le BAIIA consolidé des douze derniers mois¹ d'au plus 3,5 pour 1 et un ratio du BAIIA consolidé des douze derniers mois¹ sur les charges d'intérêts consolidées d'au moins 3,5 pour 1.

La Société a également accepté certaines restrictions sur le rachat d'actions et sur le rachat ou le remboursement de la dette avant les dates d'échéance prévues, sous réserve de certaines exceptions, notamment le refinancement de ces instruments sous réserve de certaines conditions précisées. La facilité modifiée permet à la Société de racheter ses billets à moyen terme de séries 8 et 9 pour un montant maximal de 125 M\$ avant leur date d'échéance en 2013, sous réserve de certaines conditions. La facilité de crédit prévoit également des restrictions concernant la création ou la reprise de dettes et de privilèges, le transfert d'actifs, les acquisitions et les investissements. La facilité modifiée restreint la déclaration et le versement des dividendes sur actions ordinaires à venir. Se reporter à la section 4, « Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies ».

Aux termes des modifications à la facilité de crédit de Yellow Média inc. en date du 28 septembre 2011, la Société accepte de ne pas exercer son droit de racheter ses actions privilégiées de série 1 en contrepartie d'espèces. Elle conserve toutefois le droit d'exercer ses droits d'échange relativement aux actions privilégiées de série 1. Se reporter à la rubrique « Actions privilégiées rachetables à dividende cumulatif » dans la présente section.

Au 31 mars 2012, la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives de ses contrats d'emprunt.

Au 31 mars 2012, le solde impayé sur la tranche non renouvelable de la facilité de crédit s'élevait à 180 M\$, et le solde impayé sur la tranche renouvelable s'élevait à 239 M\$. La facilité renouvelable peut être affectée aux besoins généraux de l'entreprise.

Au 7 mai 2012, un montant de 155 M\$ était impayé sur la tranche non renouvelable de la facilité de crédit, et un montant de 239 M\$ était prélevé sur la facilité renouvelable. La Société détient un montant d'environ 292 M\$ en trésorerie au 7 mai 2012.

Débetures convertibles

Au 31 mars 2012, Yellow Média inc. avait des débetures convertibles en circulation totalisant 200 M\$. Les débetures convertibles viennent à échéance le 1^{er} octobre 2017 et portent intérêt à 6,25 %, et les intérêts sont versés semestriellement.

¹ Bénéfice opérationnel des douze derniers mois avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et frais de restructuration et charges spéciales, compte tenu des désinvestissements (le BAIIA des douze derniers mois). Le BAIIA des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 2 pour obtenir une définition du BAIIA.

Actions privilégiées rachetables à dividende cumulatif

a) Série 1

Rachat par l'émetteur

À compter du 31 mars 2012, Yellow Média inc. pourra, à son gré, racheter au pair, plus tout arriéré de dividende cumulé et non versé (le prix de rachat), les actions de série 1 en totalité ou en partie en échange d'espèces. De même, à compter du 31 mars 2012, mais avant le 31 décembre 2012, Yellow Média inc. pourra également, à son gré, échanger les actions de série 1 en circulation, en totalité ou en partie, contre des actions ordinaires de la Société. En outre, les actions de série 1 étaient rachetables à prime en espèces ou échangeables au gré de Yellow Média inc. en totalité ou en partie contre des actions ordinaires de la Société à compter du 31 mars 2007, pourvu que tout échange ayant lieu avant le 31 mars 2012 se limite à des circonstances, prévues par la loi ou en fonction d'une ordonnance du tribunal, en vertu desquelles les détenteurs d'actions de série 1 ont le droit de voter séparément.

Ces actions privilégiées peuvent être échangées contre des actions ordinaires de la Société en divisant le prix de rachat par la valeur la plus élevée entre 2,00 \$ et 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires alors en vigueur.

Rachat par le détenteur

À compter du 31 décembre 2012, chaque action privilégiée sera rachetable, au gré du détenteur, à un prix équivalant à 25,00 \$ par action plus tout arriéré de dividende cumulé et non versé.

b) Série 2

Rachat par l'émetteur

À compter du 30 juin 2012, Yellow Média inc. pourra, à son gré, racheter les actions de série 2 en totalité ou en partie en échange d'espèces, à prime décroissante jusqu'au 30 juin 2016 et au pair par la suite, plus tout arriéré de dividende cumulé et non versé (le prix de rachat). De même, à compter du 30 juin 2012, mais avant le 30 juin 2017, Yellow Média inc. pourra, à son gré, échanger les actions de série 2 en circulation, en totalité ou en partie, contre des actions ordinaires de la Société jusqu'au 30 juin 2016 en divisant le prix de rachat par la valeur la plus élevée entre 2,00 \$ et 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires alors en vigueur. En outre, les actions de série 2 seront rachetables à prime en espèces ou échangeables au gré de Yellow Média inc. en totalité contre des actions ordinaires de la Société à compter du 30 juin 2007, pourvu que tout échange ayant lieu avant le 30 juin 2012 se limite à des circonstances, prévues par la loi ou en fonction d'une ordonnance du tribunal, en vertu desquelles les détenteurs d'actions de série 2 ont le droit de voter séparément.

L'option de rachat à prime décroissante en espèces correspond à un dérivé intégré et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont constatées dans les charges financières.

Rachat par le détenteur

À compter du 30 juin 2017, chaque action privilégiée sera rachetable, au gré du détenteur, à un prix équivalant à 25,00 \$ par action plus tout arriéré de dividende cumulé et non versé.

Au 31 mars 2012, 10 045 872 actions privilégiées de série 1 et 6 062 128 actions privilégiées de série 2 étaient en circulation.

Actions privilégiées à taux révisé

Au 31 mars 2012, Yellow Média inc. avait deux séries d'actions privilégiées de premier rang à dividende cumulatif à taux révisé en circulation. À l'heure actuelle, 8 120 900 actions privilégiées de série 3 et 4 919 920 actions privilégiées de série 5 sont en circulation.

Actions privilégiées échangeables à dividende cumulatif

Au 7 mai 2012, un total de 916 667 actions privilégiées de série 7 avaient été converties contre des actions ordinaires de Yellow Média inc. selon un ratio de une action privilégiée pour une action ordinaire de Yellow Média inc. À l'heure actuelle, 383 333 actions privilégiées de série 7 sont en circulation.

Le 9 février 2012, Yellow Média a annoncé qu'elle avait décidé de suspendre les dividendes sur les actions privilégiées de série 1, de série 2, de série 3, de série 5 et de série 7. Le dernier dividende a été déclaré le 3 novembre 2011, et les dividendes ont été versés le 28 décembre 2011. Les dividendes accumulés et impayés sur les actions privilégiées de série 1 et de série 2 s'élèvent à 2,8 M\$ et à 2 M\$, respectivement, depuis le dernier paiement de dividendes. Les dividendes impayés sur les actions privilégiées de série 3, de série 5 et de série 7 s'élèvent à 3,4 M\$, à 2,1 M\$ et à 36 000 \$, respectivement, depuis le dernier paiement de dividendes.

Cotes de solvabilité

DBRS Limited	Standard and Poor's Rating Services
Cote de solvabilité B (faible)/tendance négative	Cote B-/surveillance négative de la Société
Cote de l'émetteur B (faible)/tendance négative	Cote B- /surveillance négative des facilités de crédit existantes et des billets à moyen terme
Cote CCC/tendance négative des débentures subordonnées convertibles	Cote CCC/surveillance négative des débentures subordonnées convertibles
Cote Pfd-5 (faible)/tendance négative des actions privilégiées	Cote C/surveillance négative des actions privilégiées

Situation de trésorerie

Conformément à sa politique financière et à ses directives en matière de structure du capital, GPJ reste déterminé à conserver une situation de trésorerie adéquate en tout temps.

Au 31 mars 2012, la Société disposait d'une facilité de crédit composée de deux tranches d'un montant total de 419 M\$ (de ce montant, il y avait un solde impayé de 180 M\$ sur la tranche non renouvelable de la facilité de crédit principale; se reporter à la rubrique « Facilités de crédit » dans la présente section). Les tranches renouvelables et non renouvelables viennent toutes deux à échéance le 18 février 2013, et GPJ est tenu d'effectuer des remboursements trimestriels de 25 M\$ sur le solde impayé de la tranche non renouvelable jusqu'en février 2013. Les premiers remboursements trimestriels ont été effectués en janvier et en avril 2012. Se reporter à la rubrique « Facilités de crédit » dans la présente section. Par ailleurs, la trésorerie de la Société se chiffrait à 310,1 M\$ au 31 mars 2012, et à environ 292 M\$ au 7 mai 2012, ce qui fournit à la Société suffisamment de liquidités pour financer ses activités.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit tirer suffisamment de flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations continues.

Comme elle l'annonçait le 9 février 2012, la Société a entrepris l'examen des options de refinancement des échéances de 2012 et par la suite. La vaste gamme d'options étudiées pourra inclure l'émission de titres d'emprunt, de capitaux propres et autres, garantis ou non, et d'autres transactions. Pour le moment, le conseil d'administration a décidé de suspendre le versement de dividendes sur les différentes séries d'actions privilégiées en circulation.

Dans le cadre de cet examen, le conseil d'administration de Yellow Média inc. a mis sur pied un comité formé d'administrateurs indépendants qui agira à titre de comité de financement du conseil (le « comité de financement »). Ce dernier supervisera le processus dans le but d'arriver à la conclusion de transactions pendant l'exercice en cours.

Données sur les actions

Au 7 mai 2012, les données sur les actions en circulation se présentaient comme suit :

Données sur les actions en circulation			
	Au 7 mai 2012	Au 31 mars 2012	Au 31 décembre 2011
Actions ordinaires en circulation	520 402 094	520 402 094	520 402 094
Actions privilégiées de séries 3, 5 et 7 en circulation	13 424 153	13 424 153	13 424 153
Options en cours et pouvant être exercées	380 882	380 882	380 882

Le 11 novembre 2010, le conseil d'administration de Yellow Média inc. a adopté un nouveau régime d'options sur actions (le régime de 2010). Le régime de 2010 a été approuvé par les actionnaires le 5 mai 2011 et permet au conseil d'administration d'émettre un nombre maximal de 25 millions d'options à des employés admissibles.

Au 31 mars 2012, 10 900 000 options étaient en cours selon les modalités suivantes :

- Le prix d'exercice de 6,35 \$ est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires à la TSX pour les cinq jours de négociation précédant la date à laquelle les options ont été attribuées.
- Les droits des options s'acquiescent à la fin de la troisième année suivant la date d'attribution.
- Les options viennent à échéance cinq ans après la date d'attribution.

Au 7 mai 2012, Yellow Média inc. avait également des débentures convertibles en circulation totalisant 200 M\$, lesquelles sont convertibles à tout moment, au gré du détenteur, en actions ordinaires de la Société au prix d'échange de 8,00 \$ par action ordinaire.

Au 7 mai 2012, 10 045 872 actions privilégiées de série 1 et 6 062 128 actions privilégiées de série 2 étaient en circulation. Les deux séries d'actions privilégiées sont rachetables par l'émetteur sous réserve de certaines conditions au moyen de l'émission d'actions ordinaires de la Société.

Au 7 mai 2012, 383 333 actions privilégiées de série 7 étaient en circulation. Les actions privilégiées de cette série sont convertibles en actions ordinaires de la Société, selon un ratio de une action privilégiée pour une action ordinaire, sous réserve de certaines conditions.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

Comme c'est le cas pour d'autres entreprises dans le marché de l'édition d'annuaires, la Société a des besoins relativement limités au chapitre des dépenses d'investissement ainsi que des coûts opérationnels relativement peu élevés.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies		
Flux de trésorerie opérationnels liés aux activités poursuivies	65 143 \$	141 632 \$
Variation des actifs et des passifs opérationnels	(42 736)	(29 931)
	22 407 \$	111 701 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités poursuivies		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(7 259)	(10 627)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 108)	(1 267)
Émission de billets	—	(1 238)
Autres	183	13
	(8 184) \$	(13 119) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement des activités poursuivies		
Émission de titres d'emprunt à long terme et de papier commercial	239 000 \$	305 000 \$
Remboursement sur la dette à long terme et le papier commercial	(25 345)	(337 164)
Dividendes versés aux actionnaires	—	(72 097)
Autres	(1 916)	(6 083)
	211 739 \$	(110 344) \$

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles des activités poursuivies ont diminué au cours du premier trimestre de 2012, s'établissant à 22,4 M\$, comparativement à 111,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011. Une portion d'environ 44 M\$ de cette baisse s'explique par une diminution du BAIIA en raison de la diminution des revenus provenant de nos produits imprimés traditionnels, des paiements d'environ 30 M\$ au titre de l'impôt sur le résultat, ainsi que d'un montant de 13 M\$ au titre du financement de notre régime de retraite. La diminution de la variation des actifs et des passifs opérationnels pour le trimestre clos le 31 mars 2012 s'est établie à 12,8 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables au moment du paiement de certaines charges exigibles et à la diminution des produits différés.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités poursuivies

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement des activités poursuivies ont diminué, passant de 13,1 M\$ au premier trimestre de 2011 à 8,2 M\$ en 2012. Au cours du premier trimestre de 2012, nous avons investi 7,3 M\$ et 1,1 M\$, respectivement, dans les logiciels et le matériel. Au total, ces montants sont inférieurs aux montants correspondants de 10,6 M\$ et de 1,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2012	2011
Investissements de maintien	4 401 \$	5 036 \$
Investissements de transition	-	1 341
Investissements de croissance	4 488	7 905
Total	8 889 \$	14 282 \$
Ajustement pour tenir compte des dépenses présentées selon la comptabilité de caisse	(705)	(2 425)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	8 184 \$	11 857 \$

Les investissements de maintien se sont élevés à 4,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2012, comparativement à 5,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Comme aucune entreprise n'a été acquise récemment, aucun investissement de transition n'a été effectué au cours du trimestre clos le 31 mars 2012. Par comparaison, un investissement de transition de 1,3 M\$ avait été effectué au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les investissements de croissance ont trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant de nouvelles initiatives, alors que nous poursuivons notre transformation en vue de devenir un chef de file en matière de médias de performance et de solutions marketing. Au cours du premier trimestre de 2012, ces dépenses se sont élevées à 4,5 M\$, comparativement à 7,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les dépenses d'investissement ont totalisé 8,9 M\$ pour la période, ce qui correspond à nos attentes.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement des activités poursuivies

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement des activités poursuivies se sont établis à 211,7 M\$ au cours du premier trimestre de 2012, tandis que des flux de trésorerie de 110,3 M\$ ont été affectés aux activités de financement pour la période correspondante de l'exercice précédent. Nous avons prélevé un montant de 239 M\$ sur la tranche renouvelable et effectué le premier remboursement trimestriel de 25 M\$ sur la tranche non renouvelable de nos facilités de crédit au premier trimestre de 2012. Aucun dividende n'a été versé au premier trimestre de 2012, en raison de l'élimination des dividendes sur les actions ordinaires et de la suspension des dividendes sur les actions privilégiées des séries 3, 5 et 7. Au premier trimestre de 2012, nous avons comptabilisé un montant net de 213,7 M\$ au titre de l'émission de titres d'emprunt à long terme, comparativement à un montant net de 32,2 M\$ au titre du remboursement de la dette à long terme et du papier commercial pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 25 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.)

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie, les créances clients, les placements, les fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à verser, la dette à court terme et la dette à long terme, les instruments convertibles et échangeables et les actions privilégiées.

Instruments dérivés

En août 2009, la Société a conclu trois swaps de taux d'intérêt totalisant 130 M\$ pour couvrir les billets à moyen terme de série 9. La Société a reçu des intérêts au taux de 6,5 % sur ces swaps et a payé un taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires sur trois mois majoré d'un écart de 4,3 %. Les swaps devraient venir à échéance le 10 juillet 2013, en même temps que la dette sous-jacente.

En février 2010, la Société a également conclu deux swaps de taux d'intérêt totalisant 125 M\$ pour couvrir les billets à moyen terme de série 8. La Société a reçu des intérêts au taux de 6,85 % sur ces swaps et a payé un taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires sur trois mois majoré d'un écart de 4,3 %. Les swaps devraient venir à échéance le 3 décembre 2013, en même temps que la dette sous-jacente.

Le 27 juin 2011, Yellow Média inc. a résilié les cinq swaps de taux d'intérêt susmentionnés d'une valeur nominale de 255 M\$, pour un produit brut de 3,8 M\$. Ce dernier montant sera amorti sur la durée de la dette sous-jacente. En tenant compte des instruments d'emprunt non réglés, des actions de série 1 et de série 2 et de la trésorerie, notre ratio à taux fixe-variable s'établissait à 95 % de la dette à taux fixe au 31 mars 2012.

Les modalités et les conditions auxquelles sont assujetties les actions privilégiées de série 2 prévoient le remboursement au gré de la Société dans certaines circonstances. Ces options correspondent à la définition d'un dérivé incorporé et sont comptabilisées à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 31 mars 2012. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur. Pour le trimestre clos le 31 mars 2012, nous avons comptabilisé une perte sur dérivés de 7 000 \$ (une perte de 1,4 M\$ pour 2011), excluant la perte sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de périodes antérieures, transférée au résultat au cours de la période, et les paiements liés aux swaps de taux d'intérêt qui ont mis fin à la comptabilité de couverture. En outre, au cours du premier trimestre de 2011, nous avons comptabilisé un montant d'ajustement de 4,2 M\$ et une prime de remboursement stipulée en vertu du swap sur rendement total de 1,8 M\$.

4. Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et du bénéfice ajusté :

Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2012	2011
(Perte nette) bénéfice net lié(e) aux activités poursuivies	(2 869 252) \$	70 453 \$
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	13	167
Dividendes versés aux détenteurs d'actions privilégiées	(5 584)	(5 710)
(Perte nette) bénéfice net lié(e) aux activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Yellow Média inc.	(2 874 823)	64 910
Amortissement des immobilisations incorporelles ¹	24 707	56 218
Dépréciation du goodwill	2 967 847	—
Frais connexes à l'acquisition ²	—	803
Charges financières	32 125	47 142
Intérêts versés	(32 936)	(41 807)
Profit sur placement (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,1 M\$)	(2 090)	—
Impôt sur le résultat	(47 558)	6 387
Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies	67 272 \$	133 653 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	512 595 314	510 404 617
Bénéfice ajusté par action ordinaire lié aux activités poursuivies ³	0,13 \$	0,26 \$
Dividendes sur actions ordinaires	— \$	83 464 \$
Dividendes déclarés par action ordinaire	— \$	0,16 \$
Ratio de distribution	— %	62 %

¹ Représente l'amortissement des immobilisations incorporelles attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires.

² Les frais connexes à l'acquisition sont exclus du calcul, puisqu'ils ne reflètent pas les activités courantes de l'entreprise.

³ Se reporter à la section 2, « Résultats », pour des détails sur le calcul du bénéfice de base par action.

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies	22 407 \$	111 701 \$
Dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	8 184	11 857
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies	14 223 \$	99 844 \$

Dividendes

Dividendes

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2012	2011
Dividendes accumulés, au début de la période	3 642 527 \$	3 435 182 \$
Dividendes sur actions ordinaires	—	83 464
Dividendes accumulés, à la fin de la période	3 642 527 \$	3 518 646 \$
Dividendes accumulés par action ordinaire, au début de la période	7,60 \$	7,20 \$
Dividendes déclarés par action ordinaire	—	0,16
Dividendes accumulés par action ordinaire, à la fin de la période	7,60 \$	7,36 \$

Dividendes sur actions ordinaires

Le 28 septembre 2011, le conseil d'administration de Yellow Média inc. a déterminé qu'il était dans l'intérêt de la Société d'éliminer les dividendes futurs sur les actions ordinaires de celle-ci.

Cette décision a été prise en conformité avec les modifications que la Société a convenu d'apporter à sa convention de crédit principale, annoncées le 28 septembre 2011 (se reporter à la rubrique « Facilités de crédit », à la section 3), et elle améliorera le profil financier et la situation du capital de la Société. Les fonds conservés grâce à l'élimination des dividendes seront affectés à la réduction de la dette et à d'autres investissements en vue d'accélérer notre transformation numérique.

5. Hypothèses critiques

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles et le goodwill, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la rubrique 5, « Hypothèses critiques » de notre rapport de gestion annuel au 31 décembre 2011.

Nouvelles normes comptables

IAS 12 (révisée) – Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents, et SIC-21 (modifications), Impôt sur le résultat – Recouvrement des actifs non amortissables réévalués

Cette modification énonce la présomption réfutable que la valeur d'un immeuble de placement évalué au moyen d'un modèle de la juste valeur est entièrement recouvrée par voie de vente, à moins que l'immeuble de placement ne soit amortissable et ne soit détenu selon un modèle de gestion dont l'objectif est de consommer substantiellement tous les avantages économiques au fil du temps. Compte tenu de ces modifications, la norme SIC-21 ne s'appliquera plus aux immeubles de placement comptabilisés à la juste valeur. Les modifications apportées à IAS 12 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les montants présentés dans les présents états financiers.

IFRS 7 (révisée) – Instruments financiers : informations à fournir et IAS 32 – Instruments financiers : Présentation (en ce qui a trait à la compensation)

Le 16 décembre 2011, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié des exigences communes en matière d'informations à fournir destinées à aider les investisseurs et d'autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence réelle ou potentielle des conventions de compensation sur la situation financière d'une société. Les nouvelles exigences sont énoncées dans la section intitulée « Informations à fournir – Compensation des actifs et des passifs financiers (modifications apportées à IFRS 7) ». Les modifications apportées à IFRS 7 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. D'autres modifications apportées à IFRS 7 permettront aux utilisateurs des états financiers de mieux comprendre les opérations de transfert d'actifs financiers (par exemple, la titrisation), ce qui comprend les répercussions potentielles de tous les risques auxquels l'entité transférant les actifs peut demeurer exposée. Les modifications exigent également la présentation d'informations supplémentaires si un trop grand nombre d'opérations de transfert sont entreprises vers la fin d'une période de présentation de l'information financière. Une entité doit appliquer ces modifications pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. Ces modifications peuvent toutefois être appliquées de manière anticipée.

Dans le cadre de ce projet, l'IASB a également précisé certains aspects d'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. Les modifications à IAS 32 portent sur les incohérences dans la pratique actuelle au moment d'appliquer les exigences. Les modifications prendront effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et doivent être appliquées de manière rétrospective.

IFRS 9 – Instruments financiers

IFRS 9 constitue le premier volet d'un projet en trois phases de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*. La version d'IFRS 9 publiée en novembre 2009 énonce de nouvelles exigences concernant le classement et l'évaluation des actifs financiers. Dans sa version modifiée en octobre 2010, elle comprend les exigences en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers et de décomptabilisation.

Voici les principales exigences d'IFRS 9 :

- Selon IFRS 9, tous les actifs financiers déjà comptabilisés entrant dans le champ d'application d'IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, doivent par la suite être évalués au coût amorti ou à la juste valeur.
- L'incidence la plus notable d'IFRS 9 concernant le classement et l'évaluation des passifs financiers porte sur la comptabilisation des variations de la juste valeur d'un passif financier (désigné comme un passif à la juste valeur par le biais du résultat net) qui sont attribuables aux variations du risque de crédit associé à ce passif et l'élimination de l'exemption relative au coût des passifs dérivés qui doivent être réglés par la livraison d'instruments de capitaux propres non cotés.

IFRS 9 est appliquée de manière prospective et comporte des dispositions transitoires, selon la date d'application. La norme n'est pas applicable avant les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, mais son application anticipée est permise. Yellow Média inc. n'a pas terminé d'évaluer l'incidence de l'adoption d'IFRS 9.

IFRS 10 – États financiers consolidés

IFRS 10 remplace les exigences de consolidation d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. IFRS 10 énonce les principes de présentation et de préparation d'états financiers consolidés lorsqu'une entité contrôle une ou plusieurs autres entités. Cette norme prendra effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise, à condition qu'IFRS 11, IFRS 12 et les modifications connexes à IAS 27 et à IAS 28 (la « série de cinq normes ») soient adoptées au même moment. Yellow Média inc. n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption d'IFRS 10.

IFRS 11 – Partenariats

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, ainsi que SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 exige des parties à un partenariat qu'elles déterminent le type de partenariat qu'elles ont conclu en évaluant les droits et les obligations qui s'y rattachent. Elle exige également l'utilisation d'une seule méthode de comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, soit la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 sera applicable au même moment qu'IFRS 10. Yellow Média inc. n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption d'IFRS 11.

IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

IFRS 12 est une nouvelle norme portant sur les obligations en matière d'informations à fournir visant tous les types de participations dans les autres entités, y compris les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. IFRS 12 sera applicable au même moment qu'IFRS 10. Yellow Média inc. n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption d'IFRS 12.

IFRS 13 – Évaluation à la juste valeur

IFRS 13 est une nouvelle norme définissant la juste valeur qui exige la présentation d'informations sur les évaluations à la juste valeur. Elle prendra effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise. La norme s'appliquera prospectivement à compter du début de l'exercice au cours duquel elle sera adoptée. Yellow Média inc. n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption d'IFRS 13.

IAS 1 (révisée) – Présentation des états financiers

Le 16 juin 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, exigeant que les entités regroupent les autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans la section du résultat net du compte de résultat et regroupent séparément ceux qui ne le seront pas. Ces modifications confirment également les exigences actuelles qui requièrent la présentation du résultat net et des autres éléments du résultat global dans un état unique ou dans deux états consécutifs. Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Yellow Média inc. n'a pas complètement évalué l'incidence de l'adoption d'IAS 1 (révisée).

IAS 19 (révisée) – Avantages du personnel

Une version révisée d'IAS 19 a été publiée en juin 2011 et entrera en vigueur pour les exercices financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'application anticipée est permise. Le principal changement que présente cette version révisée est l'élimination de la méthode du corridor et la comptabilisation de toutes les variations de l'obligation au titre des prestations définies et des actifs du régime au moment où elles surviennent. Yellow Média inc. n'a pas complètement évalué l'incidence de l'adoption d'IAS 19 (révisée).

6. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence importante sur les résultats futurs de GPJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de GPJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs cernent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités opérationnelles. Afin de comprendre et de gérer les risques de GPJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction ont analysé les risques dans trois grandes catégories :

1. les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. les risques opérationnels – principalement liés aux risques qui sont sous le contrôle de la direction dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

GPJ a adopté certains principes directeurs afin de gérer les risques auxquels il est exposé, dont la « diminution des produits tirés des médias imprimés », « la disponibilité du capital est tributaire du rendement opérationnel futur des activités de la Société et de sa capacité à refinancer sa dette » et « l'importance de la dette de la Société pourrait nuire à sa santé financière et les efforts de la Société en vue de refinancer ou de réduire sa dette pourraient être infructueux ». Se reporter à la notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

7. Contrôles et procédures

La direction, y compris le président et chef de la direction et le chef de la direction financière par intérim, a déterminé qu'aucun changement ayant une incidence importante ou susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière de la Société n'a été apporté aux contrôles internes au cours du trimestre clos le 31 mars 2012.